

Pouvoir d'emprunt—Loi

quartiers d'affaires de Toronto ou de Montréal, quand on ne voyage et qu'on n'évolue que dans ces milieux, il ne faut pas s'étonner qu'on ne soit pas trop bien informé des réalités du pays, de ce qui se passe à Halifax, à Chicoutimi, à Regina et à Prince Rupert. La réalité est bien différente un peu partout dans le pays où il y a ces licenciements, où ces mines et ces grandes entreprises ferment leurs portes provisoirement ou définitivement. Donc on n'a pas cette vision des choses dans les milieux d'affaires de Toronto et de Montréal. Il est bien évident que le gouvernement a mal interprété la situation économique du pays, et peut-être du monde occidental. Son diagnostic est tout à fait erroné, comme le prouve bien cette demande de 6.6 milliards présentée aujourd'hui.

Il y a quelques jours, au comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques, le ministre des Finances reconnaissait que le gouvernement a fait un mauvais diagnostic de la situation économique et sous-estimé ses besoins. Il y a quelques mois, le ministre des Finances avait prévu pour cette année un déficit de 10.5 milliards. Dans mon parti nous avons été nombreux à nous esclaffer en entendant cela, sachant ce qui arrivait à l'économie canadienne. A voir l'économie se dégrader en de nombreux secteurs, nous avons senti combien il fallait être naïf pour y prédire un déficit de 10.5 milliards seulement cette année. Le ministre des Finances vient maintenant nous dire qu'il sera sans doute plus près de 13 milliards. Le critique financier du parti progressiste conservateur affirme qu'il approchera probablement les 18 milliards. D'autres financiers prédisent maintenant 19 milliards, et certains avancent même le chiffre de 20 milliards pour l'année en cours.

La situation est bien pire que n'osent l'avouer la plupart des députés et des hommes d'affaires. La situation est très grave. A quel point l'est-elle? Quels sont les indices qui nous permettent de nous rendre compte de la gravité du malaise économique que nous ressentons actuellement? Nous voyons le dollar fluctuer d'une heure à l'autre agissant comme un véritable baromètre qui enregistrerait la confiance des Canadiens et surtout celle des étrangers dans la devise canadienne. A 2 heures cet après-midi, en ce 15 juin, le dollar canadien valait 78.29c. américain et il était à la baisse. C'est un baromètre qui mesure la confiance. Il permet de savoir ce que la population pense de l'attitude du gouvernement canadien et de la situation économique.

Ce qui est particulièrement irritant, c'est la duperie du gouvernement qui cherche chaque semaine, en empruntant des centaines de millions de dollars, à soutenir artificiellement la valeur du dollar canadien et à donner ainsi l'impression qu'il vaut plus qu'il ne vaut en réalité sur les marchés financiers internationaux. C'est comme chauffer un thermomètre avec une allumette pour démontrer qu'une pièce est plus chaude qu'elle ne l'est en réalité. Ce n'est pas un véritable indicateur de la valeur du dollar canadien ou de l'état de notre économie. Pourtant, nous nous efforçons de créer cette illusion, ce climat

artificiel de confiance qui ne trompe personne chez nous ni sûrement à l'étranger.

Un autre indicateur de la gravité de la situation est le chômage qui afflige actuellement le Canada, pays que tous les députés tiennent pourtant pour l'un des plus riches du monde et qui possède vraisemblablement de meilleures perspectives d'avenir que tout autre. Pourtant, le nombre de nos chômeurs est de l'ordre de 1.8 million. Je sais que les choses vont très mal, mais ces quelque 1.8 million de chômeurs représentent environ 16 p. 100 de notre population active et une augmentation de plus de 45 p. 100 par rapport à l'année dernière. Cependant, même ces chiffres n'indiquent pas vraiment ce qui se passe dans la réalité.

Le fait est que 1.8 million de Canadiens sont en chômage. Qu'est que cela signifie? Cela représente beaucoup de misère et de souffrance humaine au pays, plus qu'il n'y en a jamais eu depuis les moments les plus noirs de la dépression des années 30. Il n'y a pas d'espoir. Le coût social de ce chômage élevé se chiffrera par milliards de dollars au Canada. Les problèmes économiques qui nous assaillent aujourd'hui seront surmontés d'une façon ou d'une autre un jour, mais les dommages sociaux qui en résultent ne se répareront pas en un an ou deux, ni même en une décennie ou deux. En fait, il faudra peut-être une ou deux générations pour effacer les séquelles sociales d'un tel niveau de chômage.

Outre les cicatrices émotionnelles et humaines qui résultent d'un pareil taux de chômage, l'impossibilité de continuer à croire en l'avenir en est peut-être l'aspect le plus inquiétant. Le fait est que près de deux millions de Canadiens sont maintenant ou sans travail ou envahis quotidiennement par la peur de perdre bientôt leur emploi. Leurs amis et collègues perdent leur emploi. Le chômage devient chaque jour plus menaçant. Des Canadiens qui travaillent dans des usines depuis 20 ou 25 ans se retrouvent sur le pavé. A quoi cela mène-t-il? Quelles sortes d'ondes de chocs se répercutent dans le système? Les mesures sévères que le gouvernement a adoptées ces dernières années devaient, paraît-il, servir à lutter contre l'inflation. Nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation odieuse. Le taux de chômage atteint 11.3 p. 100. Cela veut dire qu'au cours des dernières années le pouvoir d'achat du Canadien moyen s'est détérioré. Le revenu dont il dispose lui permet d'acheter moins que l'année dernière et encore moins que l'année d'avant. Un panier de provisions qui coûtait \$231 en 1981 coûte aujourd'hui, en 1982, \$257. Les salaires n'augmentent pas au même rythme que l'inflation ce qui fait que la plupart des Canadiens deviennent relativement plus pauvres chaque année.

• (1630)

Le gouvernement a entrepris de combattre l'inflation. En 1975, il a décidé que pour y parvenir il fallait accroître les taux d'intérêt. Je vais vous lire un extrait d'une déclaration faite par le Gouverneur Bouey en 1975. Il a dit: